

Le PLR contre l'initiative « pour la protection face à la violence des armes »

Berne, le 2 décembre 2010

Communiqué

Le PLR contre l'initiative « pour la protection face à la violence des armes »

La conférence des présidents de partis cantonaux a pris officiellement position

La conférence des présidents de partis cantonaux (CPP) a pris officiellement position sur l'initiative populaire, lancée par le PS et le GSsA, « pour la protection face à la violence des armes ». Cette décision constitue la position du PLR. Les Libéraux-Radicaux et ne sera pas rediscuté ultérieurement. L'initiative est jugée trompeuse, inutile et bureaucratique par les libéraux-radicaux. Ces derniers ont clairement rejeté cette initiative à l'unanimité pour les raisons suivantes :

- **Inutile** : les lois actuelles protègent déjà très bien les citoyens. De plus, les contrôles pour détenteur d'armes sont aujourd'hui suffisamment poussés. Ne légiférons pas uniquement pour légiférer !
- **Fausse cible** : Les armes militaires représentent le 10% de la totalité des armes en circulation dans notre pays. Ces armes constituent l'un des outils important pour la sécurité de notre pays. De plus, une étude démontre que 80% des homicides sont commis au moyen d'armes déclarées ou détenues illégalement. Ainsi, cette initiative ne permet pas de mieux contrôler le marché noir. Dès lors, elle est inutile et n'améliorerait en rien la sécurité du citoyen.
- **Stoppons la mise sous tutelle** : Le Gouvernement suisse a toujours fait confiance à ses concitoyens. C'est une valeur qui caractérise la Suisse d'aujourd'hui. cette confiance envers les militaires suisses et les citoyens doit perdurer. Stoppons cette constante mise sous tutelle. Les citoyens sont libres et responsables.
- **Attaque contre l'armée** : Cette initiative n'est qu'une tentative supplémentaire d'affaiblir notre armée afin de la supprimer. Notre armée fait partie de nos valeurs. L'armée remplit une mission de sécurité nationale, nous devons lui laisser ses moyens d'actions.
- **Non à plus de bureaucratie** : Les coûts annuels de retrait des armes se situent aux alentours des 11,2 mio. De plus, la sur-règlementation dans tous les domaines coûte 50 mia. par année à la Confédération. Nous devons la stopper, au lieu d'en augmenter le flux.

La co-présidente du comité PLR contre cette initiative et conseillère nationale Sylvie Perrinjaquet déclare : « *Le PLR. Les Libéraux-Radicaux soutient des mesures visant à améliorer la sécurité nationale. C'est précisément pour cela que nous rejetons cette initiative. Elle ne résout en rien les problèmes de violence, elle affaiblirait l'armée, elle coûterait près de 11 mio. par année, elle augmenterait la bureaucratie et dynamiserait surtout le marché noir. Cette initiative se trompe de cible !* »

Contacts :

* Fulvio Pelli, président du PLR suisse et conseiller national, 079 230 02 03

Le PLR contre l'initiative « pour la protection face à la violence des armes »

↳ Sylvie Perrinjaquet, conseillère nationale et présidente du Groupe latin, 079 606 45 55

↳ Noé Blancpain, chef de la communication, 078 748 61 63

↳ Philippe Miauton, porte-parole, 079 277 68 41